



MARCHONS ENSEMBLE, PARTOUT LE 4 JUILLET POUR UNE LOI-CADRE INTÉGRALE

Le 4 juillet, nous marcherons, déterminé·es à enfin en finir avec les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes et aux enfants. Nous marcherons en soutien à toutes les victimes, enfants comme adultes, à celles qui ont survécu et en hommage à celles qui ne sont plus parmi nous. Nous marcherons en refus de l'impunité qui protège les agresseurs. Il est temps !

Il est temps de prendre en compte la gravité des violences qui sont perpétrées très majoritairement contre les femmes et les enfants. Il est temps de reconnaître leur caractère systémique dans une société patriarcale : nos organisations syndicales le réclament. Face à ces revendications, les pouvoirs successifs n'ont opposé que des mesures et des lois parcellaires, dictées par l'urgence d'affaires successives qui continuent de secouer l'opinion publique.

Depuis trois semaines, un mouvement sans précédent traverse notre pays, place Vendôme ou devant les tribunaux et préfectures, pour demander qu'enfin de véritables transformations aient lieu.

Face à l'accumulation des affaires de violences sexuelles qui touchent les enfants et les femmes, nos organisations syndicales FSU, CGT, FO, Solidaires, CFTD demandent des actes en urgence. Il est temps de changer de paradigme, de répondre par une loi-cadre intégrale à des violences omniprésentes qui bouleversent radicalement la vie des victimes, enfants ou adultes. La prévention et l'éducation, notamment avec l'EVARS à l'école, sont fondamentales. Mais aussi l'accompagnement des victimes, la prise en compte de leur santé physique comme psychique, la garantie d'un parcours pénal protecteur et respectueux de leurs besoins, la prévention, la lutte contre la récidive et la réparation. Sans passer sous silence les violences invisibles et donc inaudibles : au travail, dans la rue, dans le cabinet du gynécologue ou les mutilations sexuelles. L'impunité doit cesser !

C'est pour cela que le collectif inter-organisations féministes et enfantistes qui comprend des organisations syndicales, a élaboré une loi-cadre intégrale qui prend en compte l'ensemble de ces aspects. Une coalition parlementaire transpartisane à l'Assemblée nationale a élaboré une proposition de loi à partir de ces éléments. Elle est déposée depuis début décembre sur le bureau de l'Assemblée. Depuis lors nous demandons sa mise à l'ordre du jour. Nous demandons aussi les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre : 3 milliards d'euros par an.

Le premier Ministre, Sébastien Lecornu, vient de déclarer qu'elle serait débattue en octobre, tout en limitant immédiatement sur X sa portée. Féministes et enfantistes, nous savons que la surenchère répressive prônée par l'extrême-droite et la droite extrême ne protégera ni les femmes ni les enfants. Ni la répression aveugle, ni la surenchère verbale, ni la politique du fait divers, n'ont jamais empêché les crimes et les délits. Ces propositions ignorent de surcroît les besoins et les droits des victimes, réduites au rôle de prétexte dans des stratégies politiques conservatrices et réactionnaires. C'est une loi-cadre intégrale qu'il faut.

NOUS MARCHERONS À RENNES rdv RÉPUBLIQUE à 11h30 le 4 JUILLET
CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES, POUR CETTE LOI ET DES MOYENS
NOUS N'ARRÊTERONS PAS, TOUT LE TEMPS QU'IL LE FAUDRA.
NOUS NE LÂCHERONS PAS !